

La résolution 2286 du Conseil de sécurité de l'ONU a 10 ans ; elle est/était censée protéger les patients, le personnel soignant, les hôpitaux et les ambulances dans les zones de conflit.¹

Malheureusement, les nouvelles nous apprennent chaque jour que cette résolution est restée largement lettre morte, particulièrement dans la bande de Gaza, en Ukraine ou au Soudan (mais pas seulement). Elles nous montrent presque quotidiennement des ambulances prises pour cible, des hôpitaux bombardés, des médecins et infirmiers menacés, voire tués. Il n'est absolument pas normal que le personnel de santé risque sa vie au quotidien afin de pouvoir fournir le service qu'on attend d'eux.

A chaque fois, ce sont les civils qui se retrouvent privés de soins lorsqu'il faut fermer des structures d'aide médicale, avec comme conséquence souvent des décès ou des handicaps à vie (surtout chez les enfants).

Ces attaques sont devenues de plus en plus fréquentes, voire quotidiennes, en violation de la résolution 2286. Manifestement, les pays signataires ne parviennent pas à faire respecter le droit humanitaire, voire même sont partie prenante dans ces violations.

C'est bien évidemment avant tout l'absence de sanctions qui permet cette impunité, mais aussi la passivité de nombreux états vis-à-vis de ces violations pour des raisons pas toujours très reluisantes.

Médecins sans frontières a dénoncé cette situation en formulant trois demandes : le respect et l'application de la résolution 2286, des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces violations et garantir une protection réelle des soins de santé en zones de conflit.

Hélas certains états n'hésitent pas à invoquer la lutte contre le terrorisme ou l'utilisation des hôpitaux à des fins militaires (rarement prouvée d'ailleurs) comme « excuses » pour leurs attaques qui finissent par priver des personnes – civiles ou militaires d'ailleurs - de l'accès aux soins de santé, quel que soit leur « camp ».

¹ Source MSF #181